

# BRÈVES SECTORIELLES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Période du 5 septembre au 12 septembre 2025

## Fait marquant

### Keir Starmer remanie son cabinet

Keir Starmer a procédé, vendredi 5 et samedi 6 septembre, à un [large remaniement de son gouvernement](#), suite à la démission de la vice-première ministre Angela Rayner pour irrégularités fiscales : celle-ci s'était acquittée des droits de mutation pour l'acquisition d'une résidence secondaire en-deçà du taux auquel elle était assujettie, enfreignant ainsi aux règles d'éthique ministérielles.

Si deux ministres de premier plan ont été maintenus à leur poste (Rachel Reeves en tant que chancelière de l'Échiquier, et Ed Miliband en tant que ministre du climat et de l'énergie), plusieurs ministres de plein exercice ont changé d'attribution.

Pour les ministères régaliens, David Lammy (jusqu'ici aux affaires étrangères) est devenu vice-premier ministre et ministre de la justice ; Yvette Cooper (jusqu'ici à l'intérieur) est devenue ministre des affaires étrangères ; Shabana Mahmood (jusqu'ici à la justice) passe à l'intérieur et aura à gérer le dossier sensible des migrations et de la mise en œuvre de l'accord « un pour un » avec la France.

Peter Kyle (jusqu'ici ministre du numérique et de la recherche) est devenu ministre des entreprises et du commerce (Secretary of State for Business and Trade, incluant l'industrie et le commerce extérieur).

Emma Reynolds (jusqu'ici secrétaire d'État aux services financiers) est devenue ministre de l'environnement et de l'agriculture, en remplacement de Steve Reed (qui reprend le ministère du logement laissé vacant par A. Rayner). Le poste de secrétaire d'État en charge de la pêche change également, passant de Daniel Zeichner à Angela Eagle.

Liz Kendall (qui était ministre du travail) devient ministre du numérique et de la recherche. Pat McFadden la remplace au travail. Feryal Clark quitte ses fonctions de secrétaire d'État à l'IA et est remplacée par Kanishka Narayan.

Douglas Alexander (jusqu'ici secrétaire d'État au commerce international) devient ministre de l'Écosse. L'identité du nouveau secrétaire d'État au commerce international n'est pas encore

connue (deux Ministers of State ont été nommés ce weekend auprès de Peter Kyle mais sans attributions claires à ce stade).

Darren Jones (jusqu'ici ministre délégué au budget) rejoint No 10 en tant que Chief Secretary to the Prime Minister et « chancelier du duché de Lancaster » (et continuera de siéger au conseil des ministres) ; il devient donc le « bras droit » du Premier ministre, avec pour mission de coordonner la mise en œuvre concrète des politiques du gouvernement. Son ancien poste au budget est repris par James Murray, auparavant chargé de la fiscalité (l'ambassade avait eu du mal à ouvrir le dialogue avec lui sur le dossier de la TVA appliquée aux écoles étrangères). James Murray est quant à lui remplacé par un ancien du think-tank Resolution Foundation, Dan Tomlinson, dans les fonctions de secrétaire d'État à la fiscalité. Toujours au HM Treasury, le poste de secrétaire d'État aux services financiers et de City Minister (jusqu'ici occupé par Emma Reynolds) est repris par Lucy Rigby (ancienne « avocate générale » du gouvernement).

Le poste de Minister of State for Investment (secrétaire d'État), à la tête de l'Office for Investment pour l'attractivité britannique des investisseurs internationaux, change également mais conserve un profil d'entrepreneur. Poppy Gustafsson est remplacée par Jason Stockwood, qui était passé par le monde des startups et de la finance (en étant à la tête du site de rencontres Match.com et de la fintech de l'assurance Simply Business), mais qui avait déjà été candidat pour le parti travailliste.

## Energie-climat

### Le Royaume-Uni va accueillir un des projets de stockage d'électricité les plus grands d'Europe

Fidra Energy a réussi à boucler un financement de près d'1 Md£ de son projet de stockage par batterie de Thorpe Marsh (Yorkshire), d'une capacité de 1 400 MW / 3 100 MWh. 445 M£ seront investis en fonds propres par EIG et le National Wealth Fund, auxquels s'ajouteront 594 M£ de dette apportée par un syndicat de grandes banques européennes (Natwest, Deutsche Bank, Santander, Société Générale).

Le projet, qui devrait être mis en service à la mi-2027, sera 3 fois plus gros que l'actuel plus grand projet de stockage d'électricité au Royaume-Uni. Il jouera un rôle clé pour apporter de la flexibilité au système électrique britannique, que le gouvernement souhaite décarboner d'ici 2030.

## Environnement

### Le gouvernement britannique a déposé le projet de loi de ratification du traité sur la protection des océans

Comme il s'y était engagé lors de la 3ème Conférence des Nations-Unies sur les Océans (UNOC 3) en juin dernier, le gouvernement

britannique a déposé le 10 septembre son projet de loi [Biodiversity Beyond National Jurisdiction Bill](#). Ce dernier a vocation à inscrire dans le droit britannique les obligations contraignantes du traité BBNJ qui ne font pas déjà partie du corpus légal britannique, à savoir les parties II, III et IV de l'accord, qui concernent l'utilisation des ressources génétiques marines, les outils de gestion de zone (ABMTs), et la modification de régime de licences pour introduire les études d'impact.

Ce projet de loi constitue la première étape vers la ratification du traité sur la protection des océans (BBNJ). Une fois ce projet examiné par le Parlement, adopté et promulgué par le Roi (Act of Parliament), le gouvernement devra ensuite adopter une législation secondaire avant de pouvoir procéder à la ratification formelle du traité.

## **Le Royaume-Uni exclut l'interdiction totale du chalutage de fond dans ses aires marines protégées**

Le gouvernement a annoncé qu'il n'instaurerait pas d'interdiction totale du chalutage de fond dans ses aires marines protégées (MPA), dans sa réponse au [rapport du Environmental Audit Committee \(EAC\)](#), publié juin 2025. Les députés y recommandaient d'interdire toutes les pratiques susceptibles d'endommager les fonds marins (chalutage de fond, dragage, extraction d'agrégats) dans l'ensemble des MPA.

L'Angleterre compte 181 MPA et aires marines hautement protégées (HPMA), couvrant environ 40 % des eaux nationales. Si 60 % de ces zones disposent déjà de réglementations limitant les activités de pêche destructrices, seules trois HPMA bénéficient d'une interdiction totale du chalutage de fond. Cette pratique reste autorisée dans 90 % des MPA britanniques, soit 900 000 km<sup>2</sup>.

Le gouvernement précise que son approche consiste à restreindre les activités dommageables au cas par cas suivant les zones, sur la base des conseils de *Natural England* et du *Joint Nature Conservation Committee*. Certaines interdictions peuvent couvrir l'ensemble du site si les écosystèmes protégés s'étendent sur toute la zone, mais ce ne sera pas systématique.

## **Le Royaume-Uni et le Brésil signent un partenariat pour rendre la production d'engrais plus durable**

Alors que le secteur des engrais représente 5 % des émissions de gaz à effet de serre mondiale, le Royaume-Uni et le Brésil ont conclu un [partenariat](#) visant à rendre leur production plus durable et plus efficiente. Ce *Memorandum of Understanding*, signé par l'Envoyée spéciale britannique pour la nature, Ruth Davies, et le vice-ministre brésilien de l'agriculture, Cleber Soares, prévoient également une coopération en matière de recherche et d'innovation, de résilience des chaînes de valeur et de partage des bonnes pratiques.

## Publication de la nouvelle stratégie industrielle de défense

Le gouvernement a publié le 8 septembre sa [Defence Industrial Strategy](#), destinée à faire de la défense un moteur de croissance économique et d'innovation. Elle s'appuie sur la hausse progressive du budget de défense, à 2,6 % du PIB d'ici 2027 et au niveau historique de 5 % d'ici 2035. La stratégie se concentre sur (i) la croissance, (ii) le soutien aux entreprises britanniques, (iii) l'innovation, (iv) la résilience industrielle, (v) la modernisation des acquisitions et (vi) le renforcement des partenariats.

L'un des axes centraux de la stratégie est le développement des compétences et des capacités régionales. Des *Defence Growth Deals* de 250 M£ sont lancés pour soutenir les écosystèmes industriels locaux à Plymouth, South Yorkshire, en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. Le plan comprend également un programme de formation de pointe avec cinq *Defence Technical Excellence Colleges* et le soutien à 24 000 apprentis par an.

La stratégie met aussi l'accent sur le soutien aux entreprises britanniques, avec un objectif d'augmenter de 2,5 Md£ les dépenses auprès des PME d'ici 2028. Le processus d'acquisition est par ailleurs réformé, afin de réduire les délais et la complexité des commandes en segmentant les types de projets selon leur taille, leur risque et leur nature.

L'innovation et la technologie constituent un autre pilier de la stratégie. Le gouvernement prévoit un budget annuel de 400 M£ pour *UK Defence Innovation* (UKDI), destiné à accélérer la recherche et le développement de technologies de pointe, notamment dans les domaines des drones, de l'intelligence artificielle, des systèmes autonomes et de la cybersécurité. Le MoD consacrerait au moins 10 % de son budget d'acquisition à ces technologies novatrices, tout en transformant son système de tests et d'évaluation pour faciliter l'accès des entreprises à la recherche et au développement militaire.

La résilience industrielle et la production souveraine sont au cœur des enjeux. Six nouvelles usines d'explosifs sont attendues, et le plan inclut des programmes pour consolider les chaînes d'approvisionnement et garantir la capacité de montée en puissance rapide des équipements critiques en cas de crise.

La stratégie prévoit enfin un développement des exportations et de la collaboration internationale. Un nouvel *Office of Defence Exports* soutiendra les entreprises britanniques sur le marché mondial, tandis que le gouvernement renforcera ses partenariats stratégiques avec l'OTAN, les alliés clés et les programmes internationaux de défense, tels qu'AUKUS, le *Global Combat Air Programme* et le *Five Eyes*, afin d'accroître la compétitivité et l'influence de l'industrie de défense britannique.

## Merck annule son projet d'expansion au Royaume-Uni estimé à 1 Md£

Le groupe pharmaceutique américain Merck (MSD en Europe) a annoncé l'abandon de son projet phare d'expansion au Royaume-Uni, estimé à 1 Md£. Prévu pour 2027, le centre de recherche à King's Cross était déjà en construction. L'entreprise se retire également de ses laboratoires au *Francis Crick Institute* et au *London Bioscience Innovation Centre*, ce qui entraîne la suppression de 125 emplois. Le groupe continuera toutefois à mener des essais cliniques et à employer environ 1 600 personnes au Royaume-Uni.

Merck invoque le manque d'investissements publics et la sous-valorisation des médicaments innovants. Par ailleurs, la taxe dite *clawback* a fortement augmenté cette année, obligeant les laboratoires à reverser 22,9 % de leurs ventes au NHS, et non 15 % comme attendu. Le groupe transférera ses activités de recherche principalement aux États-Unis, où l'administration Trump encourage fortement l'investissement pharmaceutique.

Le gouvernement britannique a jugé la décision « décevante » mais rappelé qu'il s'agissait d'un choix commercial. Des acteurs du secteur alertent toutefois sur un risque plus large de désengagement des grandes firmes pharmaceutiques au Royaume-Uni, déjà illustré par le retrait d'AstraZeneca de son projet d'usine de vaccins de 450 M£ à Liverpool en janvier 2025.

## **Inauguration d'une nouvelle usine Schneider Electric**

Schneider Electric a inauguré à Scarborough (Yorkshire) une usine de 42 M£ pour produire des composants pour véhicules électriques, bâtiments à haute efficacité énergétique et technologies propres. Le site de 16 500 m<sup>2</sup> utilise l'énergie solaire et des technologies pour réduire les pertes, créant plus de 200 emplois et renforçant l'infrastructure locale de recharge des véhicules électriques. L'usine vise à soutenir la transition énergétique britannique et à exporter ses produits à l'international.

L'usine se distingue par (i) son degré de recours aux technologies numériques dans le procédé industriel (« *Smart Factory* ») et (ii) sa qualité environnementale (le site vise la neutralité carbone avec des panneaux solaires, une gestion intelligente de l'énergie et des infrastructures durables).

## **Le chinois BYD mécontent d'être exclu du dispositif britannique d'aide à l'achat de véhicules électriques**

Le constructeur chinois BYD a interpellé le gouvernement au sujet de l'exclusion de ses véhicules du nouveau dispositif *Electric Car Grant*, une aide dont le montant varie de 1 500 à 3 750 £ pour l'achat de véhicules zéro émission respectant des critères de performance, d'autonomie, de garanties et de fabrication.

Malgré des modèles vendus en dessous du plafond de 37 000 £, les voitures chinoises ne respectent pas la législation environnementale et ne sont donc pas éligibles à l'aide.

# Transports

## Fin de la grève du métro londonien

Les grèves du métro londonien, qui ont perturbé la capitale pendant cinq jours, se sont terminées ce 12 septembre au matin. Le conflit portait sur la demande du syndicat RMT de réduire la semaine de travail de 35 à 32 heures. TfL estime qu'une réduction de seulement 30 minutes de la semaine de travail coûterait 30 M£ par an et qu'une réduction à 32 heures représenterait un coût supérieur à 200 M£.

Les négociations entre le RMT et *Transport for London* (TfL) reprendront mercredi 17, avec l'espoir d'un compromis pour éviter de nouvelles grèves. Les perturbations auraient coûté environ 230 M£ à l'économie, les petites entreprises ayant particulièrement souffert de la baisse de fréquentation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres  
[pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr), [karine.maillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:karine.maillard@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangé, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)